



Au Trésor, dans l'ensemble des services publics et de la Fonction Publique :

Il est urgent d'agir pour nos revendications !

Tous en grève le 18 octobre !

Une majorité présidentielle qui s'illustre par sa volonté de remise en cause des droits sociaux et des libertés fondamentales !

• **Des mauvais coups contre les salariés !**

Le gouvernement n'a vraiment pas chômé pendant l'été pour agir contre l'intérêt des salariés, de la jeunesse et de la population :

Cadeaux fiscaux pour les plus riches, multiplication des expulsions de sans-papiers, autonomie renforcée des universités avec sélection accrue, peines plancher pour les récidivistes... Mise en place du service minimum, véritable atteinte au droit de grève pour les salariés... contrat unique, remise en cause de la réduction de travail, institution de la TVA dite sociale... Réforme de notre système social fragilisant une nouvelle fois les plus faibles (franchises médicales, allongement de la durée de cotisation...).

Et dans le même temps, le gouvernement refuse tout débat sur d'autres modes de financements (assujettissement des produits financiers, des stocks options, etc...) !

• **Une cible privilégiée : la Fonction Publique et les services publics.**

Des services publics et une Fonction publique évoqués uniquement en terme de coûts et de potentielles sources d'économies budgétaires...

Loin de prendre les mesures ambitieuses et progressistes indispensables pour une fonction publique de qualité, répondant aux attentes des usagers et des agents, le gouvernement reste sourd aux revendications des personnels en matière de salaires, de retraite, de lutte contre la précarité, de prise en compte des besoins de service public...

Pire, les déclarations du Président de la République et de son gouvernement marquent une offensive supplémentaire, généralisée et d'ampleur contre les Services publics, la Fonction Publique et ses personnels.

• **Ce qui est proposé est inacceptable :**

▶ **Une accélération des suppressions d'emplois** : en 2008, 23 900 suppressions pour l'ensemble de la fonction publique, 970 de plus pour le Trésor Public, 33 534 emplois entre 2003 et 2007. Ce choix n'est pas neutre : il a pour conséquence première de dégrader la qualité d'exercice des missions mais aussi de séparer missions de service public et emplois public ouvrant la porte à de nombreuses dérives (externalisation, privatisation, etc....).

▶ **une révision générale des politiques publiques dont le seul objectif est de réduire encore plus le rôle et la place du service et de l'emploi public.** Le projet de fusion DGI/DGCP est à ce titre emblématique de l'objectif recherché. Il ne répond aucunement aux enjeux de modernisation, aux besoins de proximité des usagers, aux attentes des personnels quant à l'avenir des missions, des emplois, et des qualifications.

▶ **un pouvoir d'achat en berne** : la régression constante du pouvoir d'achat depuis 2000 (plus de 6%) alors même que les prix des produits et services de première nécessité augmentent, ne laisse pas de doute sur les intentions du gouvernement. Car si celui-ci ne nie plus cet état de fait, il se refuse à ce jour d'entamer des négociations sur le point d'indice, cœur de la rémunération des fonctionnaires, pour préférer tenter de les diviser en mettant en place une rémunération individualisée, un salaire au mérite, ou encore des heures supplémentaires.

▶ **Une attaque frontale contre le statut et un recul des droits et garanties des personnels** : la remise en cause des concours, la fin des corps, le choix entre statut et contrat de

droit privé négocié de gré à gré, l'incitation à quitter la fonction publique sont autant de mesures qui auront pour effet d'affaiblir les fonctionnaires dans l'exercice de leur mission. Le statut a un objectif premier : protéger les citoyens en leur offrant la garantie d'une égalité de traitement pour leur dossier. Attaquer le statut c'est donc non seulement attaquer les droits et garanties des agents de la Fonction Publique mais c'est avant tout remettre en cause ceux de l'ensemble de la population.

- ▶ **Une dégradation supplémentaire des conditions de travail** alors que dans l'ensemble des services du Trésor la situation est déjà intenable conséquences des suppressions d'emplois, de la dictature des indicateurs et d'un pilotage du réseau qui malmènent les agents à tous les niveaux.
- ▶ **Une nouvelle réforme des retraites pour 2008** qui s'annonce dure pour les salariés dont la liquidation des régimes spéciaux constitue le point d'appui.

POUR LA CGT, D'AUTRES CHOIX SONT POSSIBLES

**C'EST POURQUOI LE SNT-CGT APPELLE LES PERSONNELS À LA GRÈVE
LE 18 OCTOBRE 2007 POUR EXIGER :**

- L'arrêt des réformes régressives, des suppressions d'emplois et l'ouverture de réelles négociations sur les objectifs et les moyens d'une réelle modernisation des administrations fiscales et financières ;
- La garantie d'une véritable politique de services publics répondant aux besoins sociaux sur l'ensemble du territoire et à la nécessaire amélioration de la qualité du service public rendu ;
- L'attribution des moyens budgétaires indispensables au bon fonctionnement des services et à une réelle qualité de vie au travail (conditions de travail, dignité des agents...);
- Le maintien et le développement des statuts, des droits et des garanties collectives ;
- La revalorisation significative des traitements et des régimes indemnitaires ;
- La mise en place d'un plan pluriannuel de recrutement et de qualifications ;
- L'abandon de toutes les formes de rémunération au mérite.

Le 18 octobre 2007

RENDEZ-VOUS TOUS ENSEMBLE

**À la manifestation
au départ de l'Esplanade
à Metz à 14H30.**

Métz - 18 octobre 2007